



**Livre blanc de la filière piscicole 2022-2025**  
**Convention tripartite de partenariat**

**Entre les parties :**

L'Association de Promotion des Poissons de Dombes  
2 Grande Rue  
01320 CHALAMONT

représentée par son Président, Pierre LA ROCCA, dûment habilité à cet effet, et ci-après désignée « l'APPED »;

**Ainsi que :**

Le Département de l'Ain,  
45 avenue Alsace-Lorraine - BP 114  
01003 BOURG-EN-BRESSE Cedex

représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ain, Jean DEGUERRY, agissant en application de la délibération du lundi 4 juillet 2022 désigné dans la présente convention « le Département »;

**Et :**

L'exploitant d'étangs et/ou du propriétaire d'étangs et/ou du collecteur et/ou du transformateur,

ALVIDOMBES  
9 rue de Saint Didier  
01700 NEYRON

représentée par Madame Loïs PINGEON.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment sa troisième partie relative au Département ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Ain n°02/5.0001 du 7 février 2022 approuvant le Livre blanc de la filière piscicole 2022-2025.

**PREAMBULE**

Le Département et l'APPED entendent organiser par le présent protocole un programme d'engagements conventionné avec l'exploitant, le gestionnaire et/ou le propriétaire d'étangs.

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de développer des méthodes de production piscicole extensive économiquement performantes et contribuant à la préservation et la valorisation de l'écosystème dombiste. Elle fixe notamment les contreparties à la charge de l'exploitant d'étangs et/ou du propriétaire d'étangs et/ou du collecteur et/ou du transformateur candidat à l'obtention d'aides issues du livre blanc de la filière piscicole.

LP  
P.W.

## **ARTICLE 2 : BASE REGLEMENTAIRE**

L'ensemble des aides attribuées par le Département respecte la réglementation nationale et communautaire. Les textes principaux applicables sont les suivants :

- Règlement (UE) N° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et l'aquaculture.
- Règlement (UE) N° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et l'aquaculture compatible avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

## **ARTICLE 3 : BENEFICIAIRES**

Peuvent souscrire aux aides du livre blanc de la filière piscicole et donc procéder à la signature de la présente convention :

1. Les personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural
2. Les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions fixées à l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitants réponde aux conditions mentionnées au 1.
3. Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural.

## **ARTICLE 4 : CRITERES D'ELIGIBILITE**

Pour bénéficier des aides du livre blanc de la filière piscicole, et donc procéder à la signature de la présente convention, le demandeur doit :

1. Exploiter un ou plusieurs étangs d'une surface cadastrale minimale cumulée de 5 ha au total, en Dombes. Le bénéficiaire doit détenir un numéro d'agrément conformément au Décret 90/804 du 7 septembre 1990 et doit justifier d'une production piscicole à titre commercial significative (avis d'imposition ou autre document comptable ou relevé de pêche par le collecteur) et/ou :
2. Exercer une activité de collecteur piscicole, dont le siège social est identifié dans le département de l'Ain et/ou :
3. Exercer une activité de transformateur de produits à base de poisson de Dombes, dont le siège social ou un établissement secondaire est identifié dans l'Ain

## **ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS**

Afin de prétendre aux aides issues du livre blanc de la filière piscicole, le bénéficiaire s'engage à respecter et à mettre en œuvre l'ensemble des engagements listés ci-dessous, ainsi que des objectifs formalisés dans le plan de gestion des étangs établi à l'issue du diagnostic technico-économique et environnemental pendant une durée de 5 ans.

Engagements de base concernant les bonnes pratiques piscicoles et environnementales			
	n°	Libellé	Compléments techniques
PRODUCTION	1	Réalisation d'un diagnostic et d'un plan de gestion technico-économique et environnemental de l'étang	Base des engagements réciproques Intègre une analyse d'eau et de sédiment
	2	Empoisonnement minimal et production piscicole minimale	Charge minimale de 50kg/ha Production minimale de 250kg/ha (en moyenne sur l'exploitation)
	3	Respect des bonnes pratiques piscicoles	Respect de la périodicité des assecs (au moins 1 assec tous les 4 ans – durée minimale de 2 mois) Au moins une pêche d'étang tous les 2 ans Chaulage en période d'assec * Apport de fumure en période d'évolage* Nourrissage (céréales)* <i>*modalités et quantités définies dans le plan de gestion</i>
	4	Développement de la technicité des exploitants	Suivi d'un module de formation générale la première année* Suivi d'un jour de formation continue appliquée à l'exploitation les années suivantes* <i>*Formations proposées dans le cadre du LB de la filière piscicole</i>
	5	Entretien du bief, de la pêcherie et des ouvrages	Obligatoire lors de l'assec
	6	Capture du poisson	Le poisson doit être pêché en amont du Thou Interdiction d'utiliser le filochon
	7	Protection contre les oiseaux piscivores	Acquisition/mise en œuvre de matériel de protection sur les bassins et étangs + effarouchement et tirs des cormorans
VALORISATION	8	Adhésion à la marque « Poisson de Dombes »	Respect du cahier des charges
	9	Traçabilité du poisson	Fourniture annuelle des données de production (origine de l'empoisonnement et volumes pêchés)
	10	Mise à jeun et affinage avant abattage (pour les transformateurs)	24 heures minimum dans l'eau courante
	11	Qualité des produits (pour les transformateurs)	Un test organoleptique est réalisé sur chaque lot avant transformation
	12	Implication dans les événements de promotion	Participation de l'exploitant à au moins une opération de promotion du poisson de Dombes par an organisée par l'APPED
ENVIRONNEMENT	13	Maintien et entretien de la végétation des berges sur l'étang	A minima conservation de la ceinture végétale de l'étang (roselière) Conservation de portions de vieilles roselières -zones définies dans le plan de gestion
	14	Conservation du profil traditionnel de l'étang	L'étang doit comporter au moins 10% de son linéaire en pente douce
	15	Entretien des voies d'eau	Entretien des fossés, rivière de ceinture selon les préconisations du plan de gestion
	16	Création de rivières de ceinture, de bandes enherbées ou boisées (10m de large) et de rigoles-écran autour des étangs	Favoriser tout système permettant de ralentir ou réduire les flux issus directement des cultures attenantes à l'étang
	17	Elimination des espèces végétales et animales invasives Obligation d'alerter l'APPED et/ou le Syndicat des Propriétaires et Exploitants d'étangs de la Dombes	Jussie, Solidage du Canada Ragondins, Tortues de Floride, Ecrevisses américaines

## Article 6 – Aide départementale

En application de la délibération n° ..... de la Commission permanente du Conseil départemental réunie le 4 juillet 2022, le Département accorde au bénéficiaire dans le cadre du livre blanc de la filière piscicole 2022-2025 :

1. une subvention de 875 € au titre de la mesure n° 1.1 « adapter les pratiques piscicoles »,
2. une subvention de 1 940 € au titre de la mesure n° 2.1 « pratiques de l'assec »,
3. une subvention de 6 182 € au titre de la mesure n° 2.3 « lutte contre les oiseaux piscivores »,
4. une subvention de 970 € au titre de la mesure n° 3.1 « prime à la mise en gestion des étangs »,
5. une subvention de 14 408 € au titre de la mesure n° 3.2 « aide aux investissements sur les étangs »,

pour lui permettre de mettre en œuvre le programme d'action tel que détaillé ci-dessous.

La subvention n'est pas révisable à la hausse. Si le coût réel HT est inférieur à la dépense subventionnable, l'aide départementale sera recalculée sur la base de ce coût réel, selon les modalités du dispositif en vigueur au moment de la décision de la Commission permanente.

PLAN DE GESTION PISCICOLE ET ENVIRONNEMENTAL DES ETANGS,					
à respecter pour les 5 ans à venir après signatures					
Nom du bénéficiaire : Alvidombes			Plan de gestion réalisé le 28/03/2022		
en qualité de propriétaire / exploitant / gestionnaire de l'étang					
	OBJECTIFS	MOYENS A METTRE EN ŒUVRE	Portage	Calendrier/ échéance	Observations
Exploitation	Produire du poisson avec le label "Poisson de dombes"	Respecter le cahier des charges de l'APPED et renvoyer les registres d'élevage chaque année	exploitant	2022 - 2027	
	Etre autonome en empoissonnage et en stockage	Construire des bassins	exploitant	2022	
	Avoir le matériel piscicole nécessaire	Acheter du petit matériel (épuisettes, kit d'analyse, balance, ...)	exploitant	2022	
	Avoir possibilité de stocker le matériel sur place	Installer une base de vie près de l'étang	exploitant	2022	
Elang La Forêt - Bouligneux	Objectif 1 : Avoir des ouvrages en bon état	Changer le tuyau du thou, reprendre la digue et l'empierrement	exploitant	2022	
	Objectif 2 : Minéraliser la matière organique	Réaliser un assec	exploitant	2022	
	Objectif 3 : Protéger les poissons des oiseaux piscivores	Installer des cages de protections	exploitant	2022	
	Objectif 4 : Avoir de l'eau	Refaire les fossés	exploitant	2022	
	Objectif 5 : Avoir l'électricité sur place	Ammener l'électricité	exploitant	2022	
	Objectif 6 : Pouvoir nourrir sans contraintes	Installer un nourrisseur	exploitant	2022	
	Objectif 7: Pouvoir aérer	Acheter un aérateur	exploitant	2022	
	Objectif 8: Améliorer le confort lors des pêches	Installer un escalier	exploitant	2022	

Bassins-Bouligneux	Objectif 1 : Avoir de l'eau	Construire un forage	exploitant	2022	
	Objectif 2 : Protéger les poissons des oiseaux piscivores	Couvrir les bassins	exploitant	2022	
	Objectif 6 : Pouvoir nourrir sans contraintes	Installer des nourisseurs	exploitant	2022	

### **Article 7 – Versement de l'aide départementale**

Pour les montants de subvention inférieurs à 5 000 €, le versement de la totalité des aides départementales du livre blanc de la filière piscicole sera effectué au bénéficiaire après signature de la présente convention, et sur production des pièces justificatives (factures acquittées, certificat d'achèvement des travaux, grille d'évaluation,...)

Pour les montants compris entre 5 000 € et 25 000 €, le versement des aides départementales du livre blanc de la filière piscicole sera effectué au bénéficiaire après signature de la présente convention, et selon les modalités précisées ci-après :

- Un premier acompte de 30 % du montant de la subvention sur demande du bénéficiaire qui justifie d'une réalisation (présentation de factures) d'au moins 20 % de l'opération subventionnée.
- Le solde de la subvention sera versé à la fin de l'opération sur production des pièces justificatives (certificat d'achèvement des travaux, décompte général visé par l'expert-comptable, factures acquittées...).

Pour les montants supérieurs à 25 000€, le versement des aides départementales du livre blanc de la filière piscicole sera effectué au bénéficiaire après signature de la présente convention, et selon les modalités précisées ci-après :

- Un premier acompte de 20 % du montant de la subvention sur demande du bénéficiaire qui justifie d'une réalisation (présentation de factures) d'au moins 20 % de l'opération subventionnée.
- Un deuxième acompte supplémentaire de 30 % sera versé sur demande du bénéficiaire qui justifie d'une réalisation d'au moins 50 % de l'opération subventionnée.
- Le solde de la subvention sera versé à la fin de l'opération sur production des pièces justificatives (certificat d'achèvement des travaux, décompte général visé par l'expert-comptable, factures acquittées...)

Le solde de la subvention sera calculé au prorata des réalisations en cas de coût des travaux inférieur à l'estimation initiale ayant servi de base au calcul de la subvention. Si les réalisations sont supérieures, le montant sera plafonné au montant d'aide voté.

Ces acomptes ou soldes ne sont définitivement acquis au bénéficiaire que si l'objet de l'opération s'avère conforme à la délibération du Département. Dans le cas contraire, les sommes versées devront être restituées en totalité.

### **Article 8 – Caducité de l'aide départementale**

Le bénéficiaire de la subvention du Département doit engager l'opération dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification de la subvention. A défaut, l'aide deviendra caduque.



Toute subvention, pour laquelle les travaux ne seront pas achevés dans les trois ans qui suivent leur démarrage, deviendra caduque et sera soldée au prorata des réalisations.

#### **Article - 9 – Contrôles**

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département ou à toute autre autorité mandatée par lui, sur simple demande, tout document permettant de vérifier le respect des engagements pris.

#### **Article 10 – Résiliation**

La présente convention sera résiliée par le Département, après présentation par la partie défaillante de ses observations :

- en cas de fausse déclaration ou du refus des cocontractants de se soumettre aux contrôles du Département,
- en cas de non-respect de ses engagements par l'un quelconque des cocontractants, notamment les objectifs formalisés dans le ou les plans de gestion.

Le Département exigera alors la restitution des sommes versées au bénéficiaire.

S'il apparaît, pendant la durée de validité de la convention, que le bénéficiaire n'a plus d'activité sur le site pour lequel la subvention a été attribuée, le Département exigera le reversement des sommes versées à celui-ci.

#### **Article 11 – Modalités de reversement de l'aide départementale**

En cas de demande de reversement, un titre de recette sera émis par Monsieur le Payeur Départemental à l'encontre du bénéficiaire.

#### **Article 12 – Communication**

Le bénéficiaire s'engage à citer l'intervention financière du Département dans tous les documents de communication où seront mentionnés les étangs objet de la présente convention.

Les documents édités dans le cadre de cette convention porteront la mention « avec la participation du Département de l'Ain » et reproduiront le logotype départemental pour les actions soutenues par le Département, selon les règles définies par sa charte graphique en vigueur. Le non-respect de cette clause peut être une cause de dénonciation de la convention.

#### **Article 13 – Élection de domicile**

*Chaque partie signataire fait élection de domicile en son siège respectif.*

#### **Article 14 – Responsabilité**

L'aide financière accordée par le Département ne peut pas entraîner la responsabilité de celui-ci à aucun titre que ce soit, pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'entreprise ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

### Article 15 – Litiges

En cas de désaccord constaté quant à l'application ou l'interprétation de la présente convention, un règlement amiable entre les parties signataires sera préalablement recherché. A défaut, la juridiction compétente sera saisie.

### Article 16 – Durée de la Convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature et court jusqu'à l'extinction de tous ses effets, notamment le respect des dispositions des articles, 5, 6, 7, 8 et 10.

Fait en triple exemplaire à Neyron....., le 31/07/2022

L'APPED

Le bénéficiaire,

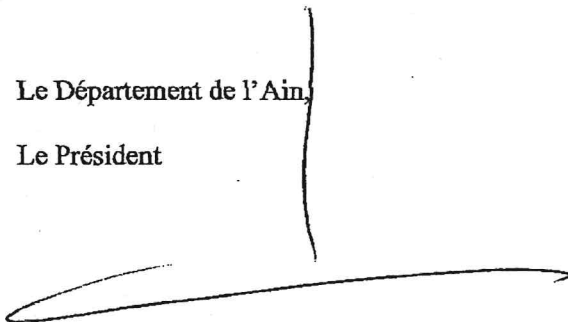
Le Président de l'APPED,  
Pierre LA ROCCA



**ALVIDOMBES Poissons Frais/Pet Foods**  
Siège : 9 rue de Saint Didier 01700 Neyron  
Site exploitation : Lieu dit Etang La Forêt 01330 Bouligneux  
tel : 06.52.24.35.42 mail : alvidombes@gmail.com  
SIRET 8348243020030 APE 03.22Z

Le Département de l'Ain

Le Président



Article 15 - Litiges

En cas de désaccord entre les parties, le présent accord sera soumis à l'arbitrage de la Commission de Conciliation et d'Arbitrage de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 16 - Durée de la Convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature et continuera d'être en vigueur à l'expiration de sa durée, sans interruption, jusqu'à ce qu'elle soit dénoncée par l'une des parties.

Fait en triple exemplaire à ... le ...

L. APPEND

Le Président de l'APPEND  
Pierre LA ROCHE





Le Département de ...  
Le Président

